



Opération refondation de la Protection de l'enfance

📅 Publié le 26 février 2026

👤 De Uniopss

ENFANCE - FAMILLE - JEUNESSE

ARTICLE

INFO NATIONALE



Le 10 février dernier, Daniel Goldberg, président de l'Uniopss, a été invité par le gouvernement à participer à l'installation du Comité stratégique « Opération refondation de la Protection de l'enfance », en présence de nombreux ministres. L'occasion de rappeler un

certain nombre de priorités et actions à conduire dans ce domaine.

Lors de l'installation du Comité stratégique « Opération refondation de la Protection de l'enfance », les interventions ont souligné, de manière concordante, les constats des carences des dispositifs actuels et la volonté partagée d'agir, qu'il s'agisse également du Défenseur des enfants, des représentants des collectivités territoriales ou du Parlement, des procureurs et des avocats, de la Caisse des dépôts et consignations.

Les voix des anciens enfants accompagnés ont pointé les manques dans l'application des politiques publiques dans certains territoires.

Si l'Uniopss s'est félicitée de cette prise de conscience collective manifeste, elle a aussi souhaité insister sur l'engagement exemplaire des bénévoles et des professionnels qui agissent au quotidien dans les établissements et auprès des familles. Si les dysfonctionnements et même pire encore existent en protection de l'enfance, ils ne doivent pas faire oublier les réussites quotidiennes concernant des milliers de mineurs et de jeunes majeurs qui, parce que protégés, réussissent ensuite leur parcours de vie.

Daniel Goldberg s'est exprimé en faveur d'un « désilotage » des politiques publiques pour mettre vraiment l'enfant au cœur de celles-ci ; il a revendiqué une grande politique de l'enfance, avec une vision pluriannuelle, dont la protection de l'enfance est un pan, avec la reconstitution des structures de premier recours.

Il a enfin interrogé la pertinence de 101 politiques publiques, une par département, de protection de l'enfance, si les mêmes finalités ne sont pas partagées dans tous les territoires.

Enfin, il a rappelé qu'il y a presque quatre ans jour pour jour, Jean Castex, alors Premier ministre, avait proposé la création d'un Comité des métiers socio-éducatifs pour garantir la reconnaissance des professionnels, laquelle leur manque encore aujourd'hui.

L'Uniopss sera particulièrement mobilisée à ce que ce comité suive précisément la discussion du projet de loi qui devrait être présenté dans quelques semaines. En effet, un comité scientifique a été installé, avec à sa tête Céline Greco, pour accompagner la démarche. Là également, le Réseau Uniopss accompagnera avec exigence les travaux menés.

Note d'information du 26/02/2026

Numéro de fiche

114.2 Ko